**RAPPORT CONJOINT AU PARLEMENT EUROPÉEN ET AU CONSEIL**

**RÉgion administrative spÉciale de Macao: rapport annuel 2019**

**Synthèse**

Depuis la rétrocession de Macao à la République populaire de Chine en 1999, l’Union européenne (UE) et ses États membres ont suivi de près l’évolution de la situation politique et économique dans la région administrative spéciale (RAS) de Macao, selon le principe «un pays, deux systèmes». L’Union européenne continue de souscrire à la politique de la Chine unique et soutient le principe «un pays, deux systèmes» et sa mise en œuvre. Le présent rapport annuel sur l’évolution de la situation à Macao est publié afin de respecter l’engagement pris en 1997 à l’égard du Parlement européen.

En 2019, l’application du principe «un pays, deux systèmes» s’est poursuivie, ce qui a été profitable à la RAS de Macao, à la Chine dans son ensemble et à la communauté internationale.

En décembre, Ho Iat-Seng, le nouveau chef de l’exécutif, est entré en fonction. Le président Xi Jinping a effectué une visite de trois jours à Macao pour marquer cette nomination ainsi que le vingtième anniversaire de la rétrocession de Macao.

Dans le cadre du principe «un pays, deux systèmes» inscrit dans la loi fondamentale de Macao, les droits et les libertés fondamentales de la population de Macao ont continué dans l’ensemble d’être respectés et l’état de droit a été maintenu en 2019. Les médias de Macao ont continué à exprimer un large éventail de points de vue, même si la crainte d’une autocensure grandissante existe.

Même si la loi fondamentale et les autres actes législatifs ne prévoient pas la possibilité d’introduire le suffrage universel, l’UE encourage les autorités macanaises à accroître la participation des citoyens à l’élection de l’Assemblée législative et du chef de l’exécutif.

Sur le plan économique, Macao reste le plus grand pôle de casinos du monde et le tourisme du jeu est le moteur de la croissance économique de la région. Le ralentissement de l’économie chinoise et la guerre commerciale entre les États-Unis et la Chine ont été les principaux facteurs qui sont à l’origine d’une contraction de 3,5 % du PIB de Macao. Cela souligne le fait que son économie, qui est petite mais largement ouverte, dépend fortement des évolutions économiques, financières et politiques de la Chine continentale. Les efforts de diversification se poursuivent, avec un succès mitigé, car les activités de jeu représentent toujours près de la moitié du PIB.

En 2019, la coopération économique avec la Chine continentale s’est intensifiée: de nouvelles mesures dans le domaine des services financiers ont été annoncées à l’occasion de la visite du président Xi Jinping, en vue de soutenir la diversification de Macao.

**Évolution politique**

Le gouvernement de Macao a connu des changements majeurs en fin d’année avec l’élection du nouveau chef de l’exécutif, Ho Iat-Seng, et d’autres nominations à des postes de hauts fonctionnaires.

Le 25 août, le comité électoral a choisi Ho Iat-Seng comme nouveau chef de l’exécutif pour remplacer Fernando Chui, avec 392 voix sur 400. Puisque l’élection d’un autre candidat par le comité électoral aurait nécessité 66 voix, Ho lat-Seng a été élu sans opposition.

Le nouveau gouvernement a pris ses fonctions le 20 décembre. Le nouveau chef de l’exécutif a prêté serment au cours d’une visite de trois jours du président Xi Jinping à Macao. Deux des cinq secrétaires, le secrétaire chargé de la sécurité et le secrétaire chargé des transports et des travaux publics, occupaient déjà leurs fonctions dans le gouvernement précédent. Sur les onze membres que compte le conseil exécutif, trois ont été maintenus en fonction.

Plusieurs initiatives législatives ont fait l’objet d’une attention particulière au cours de l’année.

Un projet de loi sur la cybersécurité a été adopté le 22 décembre 2019. Il exige notamment que le nom réel des utilisateurs de services de télécommunications soit systématiquement enregistré, pour des services tels que l’achat de cartes SIM prépayées. La mise en œuvre de cette mesure incombera aux fournisseurs de services de télécommunications. Les fournisseurs de services internet conserveront les journaux d’activité en ligne de leurs utilisateurs pendant au moins un an. Les opérateurs des infrastructures clés (telles que les transports, les télécommunications, l’électricité et l’approvisionnement en eau) sont tenus de faire respecter les mesures de cybersécurité. Un nouveau centre d’alerte et de réaction pour les incidents de cybersécurité (CARIC) sera créé. Coordonné par la police judiciaire, il recueillera tous les incidents de cybersécurité et surveillera la transmission et le flux de données. Les cas de non-respect de la loi pourraient entraîner une amende de 50 000 à 5 000 000 MOP.

Le secrétaire chargé de la sécurité, Wong Sio Chak, a souligné que les autorités ne surveilleraient pas les activités individuelles en ligne et ne limiteraient pas la liberté d’expression, car la police judiciaire ne surveillerait que les mouvements de données, sans en analyser le contenu. L’Association des fonctionnaires de Macao (ATFPM) a adressé un courrier au secrétaire chargé de la sécurité afin d’exprimer ses craintes concernant la compatibilité de la nouvelle loi avec la loi fondamentale, sur le plan des libertés individuelles et d’autres questions.

Une nouvelle proposition de loi sur la protection civile érige en infraction la diffusion de rumeurs et de fausses informations dans les situations d’urgence. Cette mesure s’appliquerait uniquement lorsque les mesures de protection civile des autorités sont pleinement activées, dans des circonstances telles que les situations d’urgence dues à un typhon. Les révisions du projet de loi ont été accueillies favorablement, bien que la société civile et les organes de presse aient exprimé leurs craintes concernant l’incidence que cette mesure pourrait avoir sur la liberté d’expression et la liberté de la presse.

Une proposition émanant d’un législateur favorable à la démocratie et visant à modifier la législation relative à l’élection du chef de l’exécutif afin d’éviter qu’un seul candidat final ne soit désigné pour cette fonction a été rejetée au motif que seul le gouvernement était en mesure de proposer des changements concernant la structure politique de Macao.

Les forces de police ont annoncé qu’à Macao, les 50 premières caméras de surveillance publique avec reconnaissance faciale seraient installées et testées d’ici la fin du premier trimestre 2020. Une cinquantaine d’autres caméras de circulation permettant la reconnaissance des plaques d’immatriculation des véhicules seront également installées et testées. Les autorités locales prévoient d’installer 2 400 caméras de surveillance vidéo en six phases d’ici 2023. Le 7 novembre 2019, la police a déclaré dans un communiqué que la technologie de reconnaissance faciale serait uniquement utilisée dans le cadre des enquêtes en lien avec des affaires pénales.

Les autorités de Macao ont continué à invoquer des raisons de sécurité pour refuser l’entrée sur le territoire à des journalistes, des militants de la société civile et des personnalités publiques, dont certains originaires de Hong Kong. Bien que les autorités d’immigration de Macao aient le pouvoir de refuser l’entrée sur le territoire, il existe un manque de transparence concernant ces refus.

**Droits, libertés et égalité des chances**

Les droits, libertés fondamentales et l’état de droit sont généralement respectés dans les limites garanties par la loi fondamentale de Macao et conformes au principe «un pays, deux systèmes».

Aucune initiative n’a été prise à ce jour pour mettre sur pied un organe indépendant en matière de droits de l’homme et suivre ainsi la recommandation émise en décembre 2015 par le Comité des Nations unies contre la torture.

La **liberté de la presse** a été généralement respectée, même si l’autocensure est de plus en plus pratiquée. L’Association des journalistes de Macao a publié des déclarations au cours de l’année pour attirer l’attention sur des questions relatives à la liberté de la presse, par exemple sur les pressions exercées avant la visite de Xi Jinping.

Dans l’ensemble, la **liberté de réunion** a été respectée à Macao. Toutefois, la police a refusé d’autoriser des rassemblements publics visant à faire preuve de solidarité à l’égard des manifestants à Hong Kong. Le 30 septembre 2019, le tribunal de dernière instance a rejeté un appel contre l’interdiction d’une manifestation visant à dénoncer les violences policières à Hong Kong, estimant qu’une telle manifestation serait illégale pour diverses raisons, notamment parce qu’elle «constituerait une ingérence dans les affaires intérieures de Hong Kong». Le 30e anniversaire des manifestations de la place Tian’anmen a été marqué par une veillée aux chandelles.

Le 8 juillet, l’Assemblée législative a approuvé le projet de loi amorcé par le gouvernement en vue d’instaurer un **salaire minimum** légal pour tous les travailleurs, à l’exception des aides ménagères et des employés handicapés. Macao n’a pas mis en œuvre de manière effective les principes de **liberté d’association et de négociation collective** inscrits dans les conventions de l’Organisation internationale du travail (OIT). L’UE continue d’encourager Macao à le faire.

Des efforts considérables sont déployés pour lutter contre la **traite des êtres humains**, au moyen de mesures telles que la formation des fonctionnaires à la lutte contre la traite et les enquêtes sur les cas présumés de travail forcé. L’UE est prête à intensifier la coopération en vue de répondre à cette problématique mondiale.

**La discrimination fondée sur l’orientation sexuelle et l’identité de genre** demeure préoccupante, notamment dans les domaines de l’emploi, de l’éducation et de santé. L’acte législatif érigeant la violence domestique en infraction pénale ne couvre pas encore les relations entre partenaires de même sexe. En juin 2014, le Comité des droits économiques, sociaux et culturels des Nations unies a exhorté Macao à adopter une législation exhaustive en matière de lutte contre la discrimination.

Macao a continué à lutter avec fermeté contre la corruption, grâce à des mesures telles que le travail de la Commission contre la corruption (CCAC). Un nouveau commissaire chargé de la lutte contre la corruption a été nommé en décembre 2019. Le rapport annuel de la CCAC, publié en mars, a mis en évidence les principales préoccupations et les efforts continus en matière de lutte contre la corruption parmi les fonctionnaires.

**Évolution de la situation économique**

En 2019, Macao est restée l’une des économies les plus riches du monde en ce qui concerne le PIB par habitant, avec **la plus grande industrie du jeu au monde**.

Au cours de l’année, **l’économie de Macao s’est contractée de 4,7 %,** essentiellement en raison d’une baisse des exportations de services et d’un recul des investissements. L’investissement a chuté de 20,1 % en glissement annuel, principalement en raison d’une baisse des investissements dans le bâtiment. Les exportations liées aux jeux ont diminué de 4 % en glissement annuel, tandis que les services touristiques ont enregistré une baisse de 5,7 % en glissement annuel. La baisse des exportations de services a été en grande partie attribuable à une diminution de 8 % en glissement annuel des dépenses effectuées par les touristes qui ont visité Macao. Bien que les arrivées de touristes aient augmenté de 10 % au cours de l’année (pour un total de 39,4 millions de visiteurs, dont 70 % en provenance de la Chine continentale), les dépenses par habitant ont reculé de 16,5 %, neutralisant ainsi l’augmentation du nombre de touristes.

Malgré la récession, **Macao jouit toujours du plein-emploi**. Le taux de chômage est toujours resté inférieur à 2 % au cours des huit dernières années (y compris lors de la récession des années 2014 à 2016) et 2019 n’a pas échappé à la règle. Dans un tel contexte, la RAS dépend fortement des travailleurs étrangers qui représentent environ 40 % de la population active. L’inflation a été maîtrisée pour atteindre 2,75 % en 2019.

**La situation des finances de Macao est restée solide en 2019**. La RAS dispose d’importantes réserves (580 000 000 000 MOP, soit 67 000 000 000 EUR) et ses finances enregistrent constamment des excédents.

Sur le plan des **politiques économiques**, outre la consolidation du tourisme et du jeu (principaux secteurs d'activité de Macao), la RAS a poursuivi ses efforts de longue date visant à diversifier l’économie. Le nouveau chef de l’exécutif de Macao, Ho Iat-Seng, a réaffirmé ces priorités dans son discours d’inauguration et le message qu’il a prononcé à l’occasion du Nouvel an en décembre, dans lesquels il a présenté une plateforme politique qui est notamment axée sur l’économie et les moyens de subsistance. La diversification se poursuit dans les domaines suivants:

* développer le secteur des congrès et des expositions et des secteurs de la création;
* encourager le développement de Macao en tant que plateforme de médecine chinoise traditionnelle (MTC);
* promouvoir des services financiers spécialisés tels que les services de crédit-bail; et
* développer Macao en tant que plateforme de services commerciaux et de coopération commerciale entre la Chine et les pays lusophones.

Malgré ces efforts de diversification, **Macao continue de dépendre fortement du jeu et du tourisme, le secteur du jeu représente encore à lui seul la moitié du PIB**. L’un des buts du plan de développement quinquennal 2016-2020 de Macao est de faire passer la part des recettes des exploitants de casinos tirée de sources non liées au jeu à 9 % d’ici 2020. Selon un rapport sur la diversification économique publié en décembre par le Bureau des statistiques et du recensement, le secteur non lié au jeu représentait 9,97 % des recettes des exploitants de casinos en 2018. En ce qui concerne la diversification dans les autres secteurs que le jeu et le tourisme, notamment le développement du secteur financier, le manque de main-d’œuvre qualifiée constitue un problème pour Macao.

**La protection de l’environnement et la politique en matière de climat demeurent des défis de taille.** Les seules évolutions notables en 2019 ont été l’introduction, attendue de longue date, d’un système visant à rendre les sacs en plastique payants, l’amélioration du prétraitement des déchets avant leur exportation et la mise en place d’un plus grand nombre de bornes de chargement pour les véhicules électriques, de machines de recyclage des bouteilles en plastique et de distributeurs d’eau dans toute la RAS. Au cours de l’année, la ligne Taipa du métro léger de Macao a été ouverte, après de longs retards.

**Coopération régionale**

Le schéma directeur tant attendu de la **zone de la Grande baie Guangdong-Hong Kong-Macao** a été publié en février 2019. Macao a figuré au nombre des quatre villes importantes (avec Hong Kong, Shenzhen et Guangzhou) amenées à jouer un rôle essentiel dans le développement de la région. Le plan stipule que, tout en continuant à diversifier son économie, Macao doit consolider sa position de centre de tourisme et de loisir de rang mondial et de plateforme de services de coopération commerciale entre la Chine et les pays lusophones. Quatre mois après la publication de ce schéma directeur, le gouvernement de Macao a publié une annexe à son plan de développement quinquennal (2016-2020), portant sur son rôle dans l’instauration de la zone de la Grande baie. Au cours de l’année, de multiples mesures ont été annoncées, notamment le renforcement de la coopération douanière et la possibilité pour les habitants de Macao de vivre, d’étudier et de travailler plus facilement dans l’ensemble de la zone de la Grande baie.

**La coopération dans le domaine des services financiers a progressé en 2019**. En février, le schéma directeur de la zone de la Grande baie a confié à Macao la réalisation d’une étude de faisabilité sur la création d’un marché de valeurs mobilières libellées en renminbi. En octobre, l’autorité monétaire de Macao a [introduit une demande](https://www.scmp.com/economy/china-economy/article/3032746/plans-offshore-renminbi-nasdaq-macau-submitted-beijing) en ce sens auprès du gouvernement central. En juillet, la Chine [a émis](https://www.scmp.com/economy/china-economy/article/3042844/macaus-yuan-remittance-limit-raised-same-level-hong-kong) les premières obligations d’État offshore, d'une valeur de 2 000 000 000 renminbi (soit 286 000 000 USD) à Macao.

Lors de la visite du président Xi Jinping à Macao en décembre 2019, une série de mesures visant à soutenir la diversification économique a été annoncée, en mettant particulièrement l’accent sur le secteur financier. La plus médiatisée a été l’annonce par la Banque populaire de Chine (BPC) que la limite quotidienne des envois de fonds en renminbi depuis Macao serait portée de 50 000 à 80 000 renminbi soit le même niveau qu’à Hong Kong. Toutefois, étant donné que ces envois de fonds concernent des transferts effectués par des particuliers et non par des entreprises, cette annonce était surtout symbolique. En outre, selon certaines informations, les projets de création d’une nouvelle place boursière sur laquelle le renminbi prédominerait et la mise en place d’un centre de règlement en renminbi s’accéléreraient. Des politiques visant à encourager les banques et les compagnies d’assurance du continent à s’implanter à Macao et à soutenir les sociétés financières du continent dans leur expansion à Macao ont également été dévoilées.

En ce qui concerne **son rôle de trait d’union entre la Chine et les pays lusophones**, Macao vise à devenir un centre de compensation en renminbi et un pôle de services commerciaux pour les pays lusophones et la Chine, une plaque tournante pour le commerce des produits des pays lusophones et un centre de congrès et d’exposition pour la coopération économique et commerciale.

Conjointement avec Zhuhai, Macao développe l’île de **Hengqin**, située à l’est de Macao dans la province de Guangdong. Hengqin abrite des infrastructures, notamment une «vallée de jeunes entrepreneurs», le parc industriel scientifique et technologique de MTC de Guangdong-Macao, le parc industriel de coopération de Guangdong-Macao et le campus de l’université de Macao. Lors de sa visite à Macao, le président Xi Jinping a annoncé que de nouvelles terres sur l’île seraient attribuées à Macao afin de soutenir son développement dans des domaines tels que l’éducation et la santé.

**Relations bilatérales entre l’UE et Macao**

En 2019, **l’UE est restée la deuxième source d’importations de Macao après la Chine continentale**, représentant 27,6 % du total des importations de Macao. En revanche, seulement 1,5 % des marchandises exportées de la RAS étaient destinées à l’Europe. Les excédents commerciaux de longue date de l’UE avec Macao se poursuivent. Cela s’explique par le fait que la demande d’importations de Macao n’a cessé de croître au fil des ans, parallèlement à la croissance de ses secteurs du jeu et du tourisme, tandis que son industrie manufacturière s’est contractée, atteignant environ 1 % du PIB.

Les **échanges** bilatéraux **de biens** ont augmenté de 27,1 % et se sont élevés à 1 200 000 000 EUR en 2019. Les exportations de l’UE vers Macao ont atteint le chiffre de 1 100 000 000 EUR, soit une augmentation de 33,2 % en glissement annuel, ce qui a entraîné un excédent commercial de 1 000 000 000 EUR. Macao est un marché en expansion pour les produits de luxe européens. Parmi les principaux produits qui ont été exportés par l’UE figurent ceux de la maroquinerie de luxe, les vêtements, les montres et les bijoux, les denrées alimentaires et les boissons, ainsi que les voitures.

L’UE est le troisième investisseur étranger à Macao, après Hong Kong et la Chine continentale (à l’exclusion des centres offshore). Selon les statistiques de Macao, l’UE représentait 5,3 % (15 600 000 000 MOP) de l’ensemble des IDE en 2018. Le Portugal représente à lui seul 60 % des investissements de l’UE à Macao, soit 9 200 000 000 MOP.

Le **23e comité mixte UE-Macao** s’est tenu le 11 juin 2019 à Bruxelles. Un large éventail de sujets y ont été abordés, notamment le commerce et l’investissement, la coopération multilatérale, la fiscalité, les marchés publics, la lutte contre le blanchiment de capitaux et le financement du terrorisme, les questions environnementales et la traite des êtres humains.

Un mécanisme de cofinancement relevant du programme «**Horizon 2020**» de l’UE a été mis sur pied à la suite de la réunion du comité mixte UE-Macao en 2015. En novembre 2019, l’UE et le Fonds de développement scientifique et technologique de Macao (FDCT) ont organisé conjointement une conférence à Macao en vue de présenter les possibilités de coopération avec l’Europe et de discuter des moyens d’améliorer la participation de Macao à l’initiative «Horizon 2020», étant donné qu’aucune entité de Macao n’avait été retenue pour bénéficier d’un financement dans le cadre de ce programme.

En 2019, comme chaque année, la **chambre de commerce européenne de Macao (MECC[[1]](#footnote-1)**) et la **chambre de commerce européenne de Hong Kong** ont coordonné la participation européenne au forum et à l’exposition de Macao sur la coopération internationale dans le domaine de l’environnement (MIECF) en mars, ainsi qu’à la foire internationale du commerce et de l’investissement de Macao (MIF) en octobre.

Le **programme de coopération Macao-UE dans le domaine juridique** contribue à la modernisation et au développement du système juridique de Macao. Les possibilités d’étendre la coopération dans ce domaine sont actuellement à l’étude. En 2019, l’UE et Macao ont poursuivi leur collaboration de longue date en matière d’interprétation de conférence. Des formations destinées aux interprètes de Macao sont organisées avec des formateurs de la direction générale de l’interprétation de la Commission européenne depuis 2006. Depuis 2010, des séminaires annuels ont lieu à l’Institut polytechnique de Macao, qui réunissent des formateurs de l’UE et des interprètes de divers ministères chinois, ainsi que des responsables de cours travaillant pour des universités de Macao et de Chine continentale. Le nouveau centre international portugais de formation à l’interprétation de conférence, inauguré en décembre 2019 à l’Institut polytechnique de Macao, a bénéficié du volet universitaire de la coopération UE-Macao dans ce domaine.

1. La chambre de commerce européenne de Macao est une organisation hybride qui compte des membres directs (qui représentent des entreprises) et des membres de chambres de commerce nationales des pays de l’UE. [↑](#footnote-ref-1)